

Nathalie Oberweis

TINA a tort

Au-delà du modèle de développement conventionnel

La coopération Sud-Sud est d'abord une lutte sociale qui s'inscrit à l'intérieur du capitalisme dominant. Telle est la description donnée par François Houtart, prêtre et sociologue belge, militant de la cause du tiers-monde ainsi que fondateur du Centre tricontinental et de la revue *Alternatives Sud*. La coopération Sud-Sud se considère comme une alternative au modèle dominant du développement, qui lui est largement inscrit dans l'idéologie néolibérale de la croissance infinie. Le premier pas est de construire un monde pluripolaire. Donc, un monde dans lequel il n'y a pas qu'un seul pôle, celui d'une économie globale dirigée par New York, Londres et Tokyo, ce que l'économiste Samir Amin appelle la triade, et où le Sud n'est considéré que pour ses ressources à exploiter ou sa main-d'œuvre bon marché.

L'importance d'une coopération Sud-Sud consiste donc à s'émanciper du Nord, à se libérer des chaînes néocoloniales. Mais elle doit aller bien au-delà du modèle de développement conventionnel qui ne remet pas en question les incohérences et contradictions inhérentes au système.

Un espace de réflexion est le Forum mondial des alternatives, un groupe de leaders de mouvements sociaux et d'intellectuels qui réfléchissent sur la logique des relations Nord-Sud et Sud-Sud. Son objectif est l'appui aux processus de convergence des mouvements sociaux et à l'émergence d'un développement démocratique, pluriel et durable, en tant qu'alternative à la mondialisation néolibérale et aux différentes formes de discrimination ou de domination.

Un exemple de construction pluripolaire est le groupe des BRIC, les cinq grands pays émergents, à savoir le Brésil, la Chine, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud. Si tous ne sont pas situés au sud d'un point de vue géographique, ils veulent se détacher du pôle capitaliste du Nord. Ils essaient de mettre en route un nouveau type de collaboration, sans passer par exemple par l'hégémonie du dollar. En soi, c'est mettre en route un monde pluripolaire, estime François Houtart. Évidemment, ce projet pluripolaire a ses limites, notamment celles imposées par le système dominant. Ainsi, nombre de ces pays ont leurs réserves monétaires en dollar et portent une grande partie de la dette extérieure des États-Unis.

À l'intérieur des pays BRIC, c'est le modèle capitaliste qui continue à dominer et les relations avec leurs périphéries relèvent souvent de la même logique.

En Amérique latine, on trouve des exemples intéressants de coopération Sud-Sud. Il y a de nombreux projets d'intégration, comme la CELAC, la Communauté des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Les objectifs déclarés sont le refoulement du colonialisme, l'endigement de l'influence des États-Unis, la réduction des inégalités sociales, le renforcement de la coopération Sud-Sud et un plus grand droit de regard sur les questions internationales.

L'ALBA, l'Alliance bolivarienne pour les Amériques, en est peut-être le meilleur exemple. Il s'agit d'une organisation politique, culturelle, sociale et économique construite non pas sur la compétitivité, mais sur les principes de solidarité, de complémentarité, de justice et de coopération, plaçant l'être humain au centre de ses préoccupations. L'ALBA assume des positions de défense des droits de la terre mère et des droits humains; elle s'engage pour le rétablissement de la paix et l'autodétermination des peuples. Une des actions les plus connues a été l'«opération miracle» par le ministère de la Santé cubain, qui a guéri gratuitement plus de deux millions de Latino-Américains atteints de maladies oculaires. Mais la solidarité s'exprime surtout sur le plan économique: fonds de développement, fourniture avantageuse de pétrole, etc.

Alors, serait-ce un modèle à exporter? Oui, dit François Houtart, en ce qui concerne la logique de fond, mais il faudra faire attention aux situations particulières. Mais l'ALBA reste très marginale même en Amérique latine et François Houtart déplore la difficulté qu'il y a à promouvoir un nouveau modèle. C'est surtout la colonisation des esprits qui est en cause, dit-il. Il faudra par conséquent décoloniser non seulement les relations économiques et politiques, mais également les schémas de pensée. Tout cela ne se fera pas du jour au lendemain. Il faudra une transition pour préparer progressivement l'établissement d'une autre logique. Il y a bel et bien des alternatives dans tous les domaines. Le slogan politique *There is no alternative* (TINA) est dénué de fondement.

Nathalie Oberweis est journaliste indépendante et activiste de droits de l'homme.